

Le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

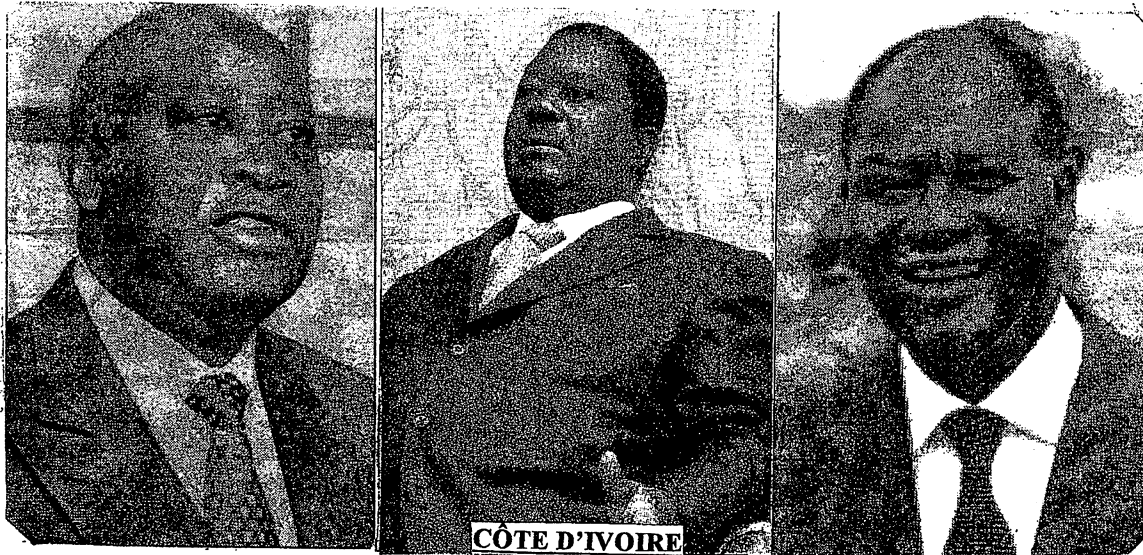
UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

Le 18 mai 2009

N° 357

PRIX : 0,60 Euro



**LES CLASSES PAUVRES N'ONT PAS
D'ILLUSIONS À SE FAIRE SUR LES
ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES ANNONCÉES**

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

Editorial

Côte d'Ivoire: Les classes pauvres n'ont pas d'illusions à se faire sur les élections présidentielles annoncées

Page 4

Sénégal: Alliance du pouvoir et des marabouts

Page 5

Mali: Ceux qui profitent de la privatisation et ceux qui en sont ou seront les victimes

Page 6

Tchad: Des intellectuels tendent la main au régime et à l'Union Africaine

Page 7

Madagascar: La crise se poursuit, la situation des classes pauvres se dégrade

Page 9

Les responsables de la crise font payer la note aux populations africaines

ABONNEMENT FRANCE

12 numéros : 15 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants.

Autres pays :

Nous consulter

ADRESSE :

LE PAT B. P. 42
92114 CLICHY Cedex

é d i t o r i a l

CÔTE D'IVOIRE

LES CLASSES PAUVRES N'ONT PAS D'ILLUSIONS À SE FAIRE SUR LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES ANNONCÉES.

Ça y est, le 29 novembre 2009 serait la nouvelle date pour des élections présidentielles qui devaient normalement se tenir depuis... 2005 ! A l'unanimité, les dirigeants du FPI, du RDR et du PDCI, se sont réjouis de l'annonce de cette nouvelle.

Mais eux-mêmes n'y croient qu'à moitié, sachant que depuis 2005 plusieurs dates ont successivement été avancées sans pour autant que ces élections se tiennent. Or à ce jour, les mêmes problèmes demeurent : à savoir, le désarmement des troupes et leur regroupement dans des casernes, la passation du pouvoir des « com 'zones » aux préfets, l'unicité des caisses de l'Etat, etc. De plus, novembre 2009, c'est seulement dans 6 mois ! D'ici là, beaucoup de choses peuvent se passer.

Cela dit, l'engouement des différents hauts dignitaires et de leurs clans respectifs, est parfaitement compréhensible. Surtout, ceux dont les mains n'arrivent pas en ce moment à accéder à la mangeoire que constituent les caisses de l'Etat et qui rêvent de s'en approcher. Ils en connaissent tous le bon goût. Un dicton africain dit : « La bouche qui a tété n'oublie pas le goût du lait ». Ils ont tous tété lorsqu'ils étaient aux affaires. C'est pourquoi la pré campagne a déjà démarré.

La tenue effective des élections mettra-t-elle fin à la misère et à la souffrance de la grande majorité de la population ? Certainement pas ! On peut même affirmer sans se tromper que si élection il y a, cela ne changera en rien la situation des pauvres !

Pourquoi ? Parce que les vrais problèmes, ce sont les bas salaires et la cherté de la vie, c'est la détérioration des conditions de travail pour ceux qui en ont un. Cela se traduit par de nombreux accidents notamment dans les chantiers de constructions d'immeubles où les travailleurs sont appelés à monter sur des échafaudages avec de simples sandales « tapettes » aux pieds. Dans les nombreux ateliers sordides, véritables bagnes de la production, qui ont poussé comme des champignons ces dernières années au sein des zones industrielles, les intoxications aux poussières chimiques nuisibles détériorent de façon irréversible la santé de nombreux travailleurs.

Pendant que certains s'usent à la tâche, d'autres voudraient bien trouver un emploi. Mais les patrons préfèrent faire faire beaucoup d'heures aux travailleurs, les contraindre même à venir le samedi, plutôt que de devoir embaucher du personnel supplémentaire.

Les usines n'embauchent plus depuis plus d'une dizaine d'années, les ouvriers sont réduits à être des perpétuels journaliers, les chantiers sont volatiles.

Une minorité de privilégiés s'enrichit dans ce pays au détriment de la grande majorité. L'avenir qu'ils laissent aux enfants des pauvres, c'est de devenir leurs domestiques en échange d'un peu de nourriture. Cireurs de chaussures, vendeuses au bord du trottoir, voilà les « métiers » qui prolifèrent dans cette Côte-d'Ivoire du troisième millénaire.

Les élections n'apporteront pas de solution à la grande précarité dans laquelle vit la grande majorité des travailleurs. Elles n'enlèveront pas le mépris et l'arrogance envers les pauvres de tous ces bourgeois; qu'ils soient industriels, banquiers, entrepreneurs en bâtiment ou exploiters de toute sorte.

Ces gens là s'enrichissent sur le dos des classes pauvres et ils ont surtout le soutien du gouvernement en place, quel qu'il soit, qui n'hésite pas à réprimer, frapper, mettre en prison ceux qui osent se révolter; ceux qui osent relever la tête; ceux qui n'en peuvent plus et qui entrent en lutte !

Les élections ne diminueront pas l'arrogance de ces gens du pouvoir. Dans leurs campagnes électorales, des gens comme Bédié et Ouattara osent se présenter aujourd'hui devant les populations pauvres, avec leurs larmes de crocodiles ! Ils mériteraient qu'on leur lance une chaussure à la figure ! Les travailleurs n'ont pas oublié les massacres, la xénophobie, le vent de barbarie qui

qui a soufflé dans ce pays. Ils en portent pleinement la responsabilité autant que Gbagbo !

La tenue des élections ne changera pas le fait que les dirigeants des principales centrales syndicales, à savoir l'Ugtci, Dignité et la Fesaci, sont des relais de leurs maîtres qui se succèdent au pouvoir, qui, eux-mêmes, servent les intérêts des grands possédants.

Les dirigeants de la classe politique disent que l'élection d'un président au suffrage universel permettrait la réunification du pays et diminuerait la souffrance des populations du fait qu'elle résulte de cette division. Cela est faux et ils se gardent bien d'expliquer par l'effet de quelle baguette magique un tel résultat pourrait être obtenu. Ceux qui font croire une telle chose prennent les électeurs pour des naïfs. Les travailleurs n'ont aucune illusion à se faire quel que soit le futur président qui montera au pouvoir. Parce que tous les candidats sont avant tout au service d'une même classe sociale, la classe des privilégiés.

L'objectif pour les travailleurs et les classes populaires, ce n'est pas de voter pour tel ou tel candidat des classes riches. Leur intérêt c'est de faire en sorte qu'il existe un jour un parti qui représente les intérêts des travailleurs. Un tel parti, composé et animé par les éléments les plus conscients des travailleurs, par les plus dévoués à leur cause est à construire. Il se donnerait comme tâche de diriger les luttes des travailleurs contre l'exploitation qu'ils subissent. C'est cela qui peut être porteur d'un véritable changement.

CÔTE D'IVOIRE

OPÉRATION VILLE PROPRE: LES ORDURES NE SONT PAS TOUJOURS CELLES QUE NOUS VOYONS !

Il y a plus d'un mois, la Côte d'Ivoire a reçu la somme de 6 milliards de francs CFA pour le ramassage des ordures et l'embellissement de la ville d'Abidjan. Nous avons tous vu de jour comme de nuit des camions défilant pour débarrasser les communes de leurs ordures.

Cependant, à Abobo ce n'est pas le cas. Au début, la commune a eu droit à un semblant de ramassage. Et ensuite plus rien. Les montagnes d'ordures ont envahi les rues et trottoirs. Certains quartiers populaires comme Bokabo, Sagbé et bien

d'autres n'ont pas été nettoyés. Les populations de Sagbé ont déjà manifesté pour se faire entendre par la Mairie. Elles ont même interdit aux agents de la mairie d'encaisser les taxes dans leur quartier. Mais jusque-là rien n'a encore bougé. Or, avec la saison pluvieuse qui commence, ces populations sont exposées aux épidémies et autres maladies liées à la saleté telle que la fièvre typhoïde. Dans ces quartiers, la pauvreté est telle que des enfants et des grandes personnes fouillent ces tas d'immondices à la recherche d'objets à récupérer ou à vendre pour

pouvoir manger.

Le ministre de la "ville et de la salubrité" et le maire de la commune d'Abobo, tout ce monde, responsables du ramassage des ordures, ne font rien pour les évacuer. Bien entendu, ils ont beau jeu de se rejeter la responsabilité. Selon la mairie, une société (Intercolor) qui aurait le contrat, après avoir encaissé l'argent, se serait révélée incompétente. En plus, depuis le mois d'avril, le contrat de ramassage qui lierait Intercolor à l'Anasur (Agence nationale de

la salubrité urbaine), la structure qui donne les contrats de ramassage sous la tutelle du ministre Mel Théodore, aurait pris fin.

Toutes ces explications ne justifient en rien le non ramassage des ordures ménagères. Les vraies ordures dont il faut se débarrasser, ce sont le ministre, les maires et autres responsables chargés de la salubrité qui ne cachent pas leur grand appétit par rapport aux sommes qui sont affectées au nettoyage des quartiers.

SÉNÉGAL

ALLIANCE DU POUVOIR ET DES MARABOUTS

Au Sénégal, l'homosexualité est considérée comme un crime passible de cinq ans de prison et de 1,5 million de F Cfa d'amende. Et, en cette période où les marabouts et les associations réactionnaires qu'ils animent impriment une influence néfaste grandissante sur l'ensemble de la société sénégalaise, le gouvernement cède à leur pression en faisant la chasse aux homosexuels. Le 7 janvier dernier, neuf personnes ont été condamnées à huit ans de prison pour « acte impudique et contre nature et association de malfaiteurs ».

Cette condamnation avait néanmoins suscité l'indignation d'un certain nombre de personnes et d'associations de défense des droits de l'homme, au Sénégal même et dans d'autres pays, y compris au sein des organisations humanitaires internationales, notamment celles luttant contre le Sida. D'autant plus que ces neuf Sénégalais condamnés étaient également membres d'une association anti-sida.

Le gouvernement sénégalais, coincé entre son envie de plaire au milieu islamiste le plus réactionnaire et celle de ne pas se mettre à dos les organismes humanitaires qui financent des projets au Sénégal mais aussi qui ont les moyens de faire du bruit et nuire à son image sur la scène internationale, a fini par libérer les neuf condamnés le 20 avril dernier, soit après plus de quatre mois d'incarcération. Le motif officiel, « vice de procédure », reflète l'hypocrisie du gouvernement. Néanmoins il a attendu que les élections locales et régionales du mois de mars soient terminées pour annoncer cette libération. Cela n'a toutefois pas empêché que le PDS, le parti au pouvoir, soit battu

dans presque toutes les grandes circonscriptions, notamment dans celle de la capitale où le propre fils du président était candidat pour s'emparer de la mairie.

La nouvelle de cette libération a provoqué une levée de bouclier au sein de la mouvance islamiste. Aussitôt après, des chefs religieux ont annoncé la création d'un « Front islamique pour la défense des valeurs éthiques ». Ils dénoncent « une attaque contre l'islam » et réclament « une riposte ». Un imam prenant la parole devant des journalistes a déclaré que les homosexuels « sont des gens qui méritent d'être mis au ban de la société quitte même, s'ils refusent de le faire, à ce qu'ils rejoignent le silence des cimetières... qu'ils soient simplement éliminés de la vie ». Face à cet appel au meurtre, le gouvernement reste silencieux. C'est plus que de la complicité au crime !

Quelques jours à peine après la création de ce Front, la ville de Thiès a été le théâtre d'une scène macabre. Le cadavre d'un homme enterré dans le cimetière musulman a été déterré par deux fois par des gens s'opposant à ce qu'un homosexuel soit enterré là. Ils ont transporté le corps jusque devant le domicile des parents. Le père a dû enterrer son fils dans un endroit tenu secret. La police de Thiès était témoin de cette scène et a laissé faire.

Dans ce climat de haine contre les homosexuels, mais aussi contre tous ceux qui ne respectent pas les « valeurs musulmanes » selon les prismes des marabouts, il ne faut pas s'étonner qu'il y ait mort d'homme. La responsabilité du gouvernement sera totale. Il laisse la main libre aux militants islamistes et ne cesse de faire des courbettes

aux grands marabouts. Le président Wade déclare même publiquement qu'il est fier d'être le « talibé » du marabout de la ville de Touba. En jouant sur la fibre religieuse, il espère détourner l'attention de la population laborieuse de la dégradation de ses conditions d'existence. Et en accordant des privilèges et en faisant des courbettes aux dignitaires religieux, il espère que ceux-ci convaincront les fidèles de ne pas se révolter contre le pouvoir. Mais la misère grandissante, le blocage des salaires, la flambée des prix, la dégradation des hôpitaux et des écoles

publiques, finiront par engendrer des explosions de colère et on l'espère, par la prise de conscience par un grand nombre de travailleurs de leurs véritables ennemis et de la nécessité de s'organiser pour lutter contre le système capitaliste. C'est ce système qui engendre la misère et l'exploitation pour un grand nombre et l'opulence pour une minorité de parasites. Dans cette lutte pour leur émancipation les travailleurs et les petits paysans auront en face d'eux le pouvoir et tous ses complices qui prônent l'obscurantisme.

MALI

CEUX QUI PROFITENT DE LA PRIVATISATION ET CEUX QUI EN SONT OU SERONT LES VICTIMES

Depuis son arrivée au pouvoir le président malien cherche un acheteur pour la privatisation de la CMDT (Compagnie malienne pour le développement du textile) mais jusqu'ici il n'en a pas trouvé. Son PDG explique que «les éventuels partenaires, européens, chinois ou sud-africains ne se bousculent pas à cause de la chute des cours du coton sur le marché mondial». Les surfaces cultivées du coton ont diminué et la production s'effondre. De 500 mille tonnes en 2006 elle est tombée à 200 mille tonnes cette année, soit le niveau le plus bas depuis 20 ans.

La production de cette matière première et l'ensemble de la filière liée à sa culture au Mali font « vivre » près de 4 millions de personnes, soit près du tiers de la population. C'est dire à quel point la population malienne dépend des aléas des cours mondiaux de cette matière première et se trouve à la merci des mouvements spéculatifs autour de cette matière.

Mais le problème des dirigeants du Mali n'est pas de trouver des solutions pour soulager la souffrance des travailleurs et des petits paysans travaillant dans ce secteur. Ce qu'ils veulent c'est trouver de l'argent frais en privatisant cette compagnie. Et à défaut de trouver un acheteur pour l'ensemble de cette filière ils essaient de la vendre morceau par morceau. C'est ainsi qu'en 2005 trois unités de production de l'huile de coton, basées à Koutiala, Koulikoro et Kita appartenant à la société HUICOMA (Huilerie cotonnière du Mali) ont été cédées à un homme d'affaire malien. Cela s'est traduit par la suppression de 1200 emplois.

Prétextant que la société qu'il a achetée était en plus mauvais état que ce que l'Etat malien l'avait présenté au moment de l'achat, cet homme d'affaire faisait du chantage sur les travailleurs pour leur faire subir du chômage technique, des licenciements, des blocages de salaires et des dégradations des conditions de travail. Il y a eu des grèves et des mouvements sociaux contre la politique de ce patron. Ces mouvements avaient inquiété le gouvernement car ils pouvaient faire tache d'huile dans ce pays. Du coup cet homme d'affaire a réussi à obtenir des subventions de l'Etat malien. Celui-ci lui a de plus accordé des facilités de tous genres : avantages fiscaux et tarifs préférentiels pour l'achat des graines de coton de la CMDT pour alimenter ses usines. Il a ainsi empêché directement ou indirectement une grande quantité d'argent de l'Etat tout en faisant subir une exploitation féroce à ses employés. Un certain nombre de rapaces de ce type gravitent autour du pouvoir. Ils ont des complicités jusqu'au plus haut sommet de l'Etat.

Le gouvernement cherche également un acquéreur pour privatiser la SOTELMA (Société de télécommunication du Mali). Plusieurs grands groupes sont sur la liste des prétendants. Mais ceux qui risquent d'en faire les frais sont en premier les employés de cette société ainsi que les usagers de la téléphonie. Ainsi fonctionne le monde capitaliste : le maximum de profit pour les exploiters et des salaires de misère pour les travailleurs. En l'occurrence, cela se fait avec la complicité ou la participation directe de l'Etat malien.

TCHAD**DES INTELLECTUELS TENDENT LA
MAIN AU RÉGIME ET À L'UNION AFRICAINE**

Le 9 mai dernier s'est tenue en banlieue parisienne la troisième réunion pour la mise en place d'une association dénommée Diaspora Tchadienne en France (DTF). Elle se propose de "mobiliser" tous les Tchadiens vivant sur le territoire français, qu'ils soient du Nord ou du Sud, pour aider par leur participation au développement du Tchad et, au-delà, à la "construction de l'Union Africaine" et au "développement du continent africain". Les organisateurs de cette association pensent que, par ce biais, le Tchad peut être représenté dans les instances internationales (colloques, conférences, etc.), ce qui est à déplorer jusqu'à maintenant, selon eux.

Ces derniers temps, on a assisté à l'émergence ici dans l'immigration, d'associations à caractère régional comme les ressortissants de la Tandjilé ou Solidarité Ngor; ou dans une moindre mesure, l'existence des "Parés" qui regroupent généralement des femmes entre elles ou des hommes entre eux; les membres cotisent de l'argent pour le remettre, à tour de rôle, à l'un des adhérents.

Mais la DTF, elle, se place au-dessus des clivages régionaux ou sous régionaux. Elle se veut une organisation plutôt nationale et panafricaine qui affiche d'emblée une politique de collaboration avec les dirigeants africains, qu'ils soient du Tchad ou des autres pays de l'Union Africaine. D'emblée ils tendent la main aux dictateurs africains, ce qui est fort bien spécifié dans un des points de l'ordre du jour de la réunion du 9 mai: "Projet de rédaction du Document de doléances à l'Ambassadeur du Tchad en France" ou mentionné dans un des points de l'article 2 du

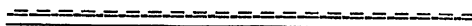
statut : "Partenariat avec l'Union Africaine ..."

Certains membres pensent sans doute qu'en dialoguant avec les dirigeants africains, ils peuvent recevoir des subventions ou des sommes d'argent qui serviront par exemple à acheter des charrues pour les paysans, à construire des puits ou écoles, à l'image, croient-ils, de ce que font les travailleurs immigrés maliens pour leur pays. Pourquoi ne pas les imiter, se disent-ils?

Ce en quoi ils se trompent car les travailleurs maliens ne perçoivent aucune subvention de leur Etat, bien au contraire. Ce sont eux-mêmes qui cotisent pendant des années de l'argent pour construire dans leurs villages des puits, des dispensaires ou des écoles. Les dirigeants ne viennent que pour l'inauguration. De plus pour les écoles ou les dispensaires, ils ont le culot de demander aux travailleurs immigrés d'assurer le salaire du personnel, d'acheter le matériel médical ou les fournitures des classes.

Mais certains vieux renards qui sont parmi les fondateurs vont certainement utiliser cette nouvelle association pour se faire voir par les dirigeants africains, et utiliser les autres membres comme marchepied pour se faire ouvrir des portes, et offrir leurs bons offices. Ils pensent aussi que cela leur permettra de postuler certains postes dans la mangeoire gouvernementale de leur pays ou quelques places dans la hiérarchie de l'Union Africaine.

Mais tous ces petits calculs intéressés ne peuvent se réaliser que s'ils trouvent des gens pour les suivre. Ce qui est loin d'être acquis.



MADAGASCAR

LA CRISE AU SOMMET SE POURSUIT LA SITUATION DES CLASSES PAUVRES SE DÉGRADE

La partie de bras de fer qui oppose Andry Rajoelina, président de la HAT (Haute Autorité de la Transition) instance dirigeante actuelle du pays, à Marc Ravalomanana chef d'Etat contraint à l'exil, n'est pas tout à fait terminée. Le premier a réussi certes à chasser le second et à s'installer au palais présidentiel pendant que les ministres désignés par la HAT ont été installés en lieu et place de ceux de Ravalomanana. La chambre des députés et celle des sénateurs ont été dissoutes en attendant la tenue de futures élections prévues pour une date non déterminée.



***Antananarivo : Andry Rajoelina
au lendemain de sa victoire
en compagnie des militaires***

Les vainqueurs du moment ont réussi ce tour de force en s'appuyant sur la mobilisation de leurs partisans et surtout sur la neutralité bienveillante des forces de l'ordre c'est-à-dire de l'armée, de la police et de la gendarmerie. En réalité le mécontentement avait progressivement gagné les rangs des principaux chefs de ces institutions et surtout ceux d'une très grande majorité d'officiers subalternes et de sous-officiers. Ils ont basculé dans le camp de Rajoelina. Les appels à l'intervention lancés par leurs ministres de tutelle sont par conséquent restés lettre morte dans la majorité des cas.

Lorsque le nouveau régime fut installé, les prisonniers politiques ont été libérés. Leur place n'est pas restée vacante longtemps puisque les forces de

l'ordre y ont placé des partisans du régime déchu. Tous ceux qui ont été arrêtés ces dernières semaines n'ont certes pas rejoint les geôles. Manandafy Rakotonirina, le dernier Premier ministre, désigné à distance par Ravalomanana, et quelques notables haut placés du même bord, ont été partiellement épargnés puisque placés en simple résidence surveillée. Dans le même temps certaines personnalités en exil sont revenues en terre natale et participent activement en guise de reconnaissance, à l'agitation en faveur des nouveaux maîtres des lieux. Leur engagement et leur ferveur ne sont pas désintéressés puisqu'à terme certains d'entre eux peuvent espérer « servir la patrie » une nouvelle fois, c'est-à-dire occuper une nouvelle fonction.

La bataille actuelle a été incontestablement gagnée par Andry dit TGV, mais pas la guerre. En effet dans le pays, selon les régions, différents clans, chacun à travers son parti politique, ont conclu dans le passé, des alliances ou rompu celles-ci au gré de ce qui leur paraissait porteur sur le moment. Actuellement la majorité d'entre eux soutiennent TGV, mais ce soutien n'est certainement ni définitif ni irréversible et leur attitude à son égard peut changer. Et puis il y a aussi le fait que certaines personnalités tel que Roland Ratsiraka, fils de son papa un ancien président déchu, ont pris aussi « du poil de la bête » et peuvent probablement jouer leur propre rôle pour peu qu'ils s'estiment lésés par TGV.

Les grandes puissances et les instances internationales qui tiennent les cordons de la bourse c'est-à-dire qui décident du déblocage d'éventuels crédits et du rééchelonnement des dettes, ne sont pas indifférentes au climat politique qui prévaut dans l'île. L'Union Européenne et les Etats-Unis (à travers leur ambassadeur Niels Marquardt) font pression pour la mise en place d'un « régime de consensus » et surtout la tenue dans le courant de cette année, d'élections présidentielles ouvertes à tous. Monja Roindefo le premier ministre de la HAT, a estimé que les déclarations allant dans ce sens, de cet ambassadeur, constituaient une « ingérence dans les affaires intérieures » du pays et a menacé à travers un discours, de le considérer « non grata » s'il réitérait de tels propos.

Les tenants actuels quant à eux annoncent

qu'ils préfèrent organiser dans le courant de cette année un référendum pour faire adopter une nouvelle constitution et un nouveau code électoral. Celui-ci porterait à trente cinq ans l'âge d'éligibilité présidentielle au lieu de quarante actuellement. Cela permettrait à Rajoelina (trente quatre ans) de se présenter à la présidentielle qui aurait lieu au mois d'août 2010. Entre temps la HAT aura eu le temps de démettre de leur fonction aux postes clé les hauts fonctionnaires nommés par l'équipe sortante et de les remplacer par des personnes plus liées à elle. On n'est jamais mieux servi que par soi-même ou par les siens ! Et puis la tenue d'un tel référendum aurait aussi l'avantage de permettre à son organisateur de mesurer sa popularité, de se faire plébisciter, avant de se risquer au verdict des urnes même si les comptages des voix s'effectuent par des mains amies. Prudence est mère des sûretés, se disent-ils sans doute.

Pour l'instant, Rajoelina propose aux quatre principales mouvances (Arema, TIM, CRN et HAT) de signer un accord dont l'article trois stipule que « Tous ceux qui ont exercé les fonctions de chef de l'Etat ne pourront pas se présenter à l'élection présidentielle ». Il a déclaré lui-même : « Je suis prêt à me conformer aux termes de cet article... par patriotisme et dans l'intérêt de la Nation, si tous les anciens présidents sont disposés à faire de même ». Ce sont là des déclarations à la fois hypocrites et de mauvaise foi car elles émanent de la bouche d'un individu connu pour son arrivisme. Son surnom de TGV vient précisément du fait qu'il fait preuve de «grande vitesse» lorsqu'il s'agit de grimper les échelons et parvenir à ses fins.

La crise politique actuelle se traduit par une sorte de ralentissement de la vie économique. A cela s'ajoutent les effets de la récession économique

mondiale. L'ariary, monnaie locale, se déprécie. déprécie de semaine en semaine. Avant la crise un euro valait 2500 ariary. Maintenant il vaut 2800 ariary. Cette dévaluation se traduit par une flambée des prix, surtout de ceux des produits importés. De nombreuses entreprises ont pris prétexte du climat d'incertitude et de ralentissement pour jeter les travailleurs à la porte. Etant donné la paralysie de l'administration, les éventuels plaignants ne sont pas en mesure de savoir à quelle porte frapper ni où se plaindre pour ne pas subir l'arbitraire.

Le sud-ouest du pays, qui est aussi la région la plus pauvre est actuellement en proie aux invasions de criquets pèlerins. Les maigres récoltes des paysans qui se battent comme ils peuvent contre la sécheresse sont ravagées par ces insectes. La lutte anti acridienne nécessite des moyens que seul l'Etat peut engager. La paralysie consécutive au mauvais fonctionnement actuel des ministères ne permet pas de dégager les moyens nécessaires. Cela se traduira par la famine dans les régions concernées et par l'exode vers les villes situées plus au nord.

Tout cela ne semble pas émouvoir outre mesure les classes riches et les clans qui s'entre-déchirent au sommet de l'Etat. Rien ne différencie les uns des autres et ils ne font même pas semblant d'avoir un programme.

Les classes pauvres et surtout les travailleurs de ce pays, ont de nombreuses raisons d'être mécontents de leur sort. Il faut souhaiter qu'à la faveur de cette crise ils fassent irruption sur le terrain de la contestation sociale et dans la rue. Ce serait certainement un bon moyen pour mettre fin à la guéguerre que se livrent ces petits bourgeois assoiffés de pouvoir et d'argent.



LES RESPONSABLES DE LA CRISE FONT PAYER LA NOTE AUX POPULATIONS AFRICAINES

Un rapport du FMI daté du 25 avril prévoit la baisse de la croissance des pays de l'Afrique subsaharienne de l'ordre de 4% causée par une baisse des exportations, par la diminution des transferts d'argent à destination du continent et par la chute des prix des matières premières extraites en Afrique. Le continent n'échappe pas au ralentissement économique mondial consécutif à la crise financière partie des Etats-Unis d'Amérique. Des fermetures de mines et d'usines sont annoncées un peu partout sur le continent, pouvant paraître, faire chuter de 40% les exportations entre 2009 et 2010. Les travailleurs des secteurs touchés seraient ou sont déjà, dans une certaine mesure, les premières victimes en terme de perte d'emploi et donc de revenus. En temps «normal» c'est-à-dire sous le soleil radieux du capitalisme ordinaire pas en crise, chaque travailleur fait vivre avec son maigre salaire de nombreuses personnes. Eh bien ce seront autant de victimes nouvelles qui vont basculer dans la pauvreté et la misère. L'impact de la crise sur les économies africaines et sur les populations serait tel que le nombre de pauvres (ceux qui vivent avec l'équivalent de 1,25 dollar par jour) va, selon les prévisions du FMI, augmenter de 10% pour atteindre 550 millions de personnes, c'est-à-dire plus de la moitié pour ce continent qui en compte à peu près un milliard. La détresse qui découle de cette situation est énorme puisqu'il ne se passe pas de semaine sans que l'on apprenne que des centaines de personnes ont tenté de fuir leur condition en se jetant à la mer à bord d'embarcations de fortune, dans l'espoir de trouver un travail ailleurs. Ce sont en général les moins affaiblis qui «tentent l'aventure» et de leur réussite dépend la survie de nombreux proches qui n'ont d'autre choix que celui de compter sur le secours de ceux qui partent.

En ce début du troisième millénaire, au moment où on dit que les moyens de production actuels sont en mesure de produire de quoi nourrir douze milliards d'habitants, c'est-à-dire pratiquement le double de la population actuelle de la planète, il est pour le moins scandaleux que l'organisation de la société, le système actuel, ne soit pas capable d'assurer ne serait ce que les besoins les plus élémentaires des êtres humains.

Les dirigeants africains demandent aux grandes puissances et aux instances financières relevant du ressort de celles-ci, de débloquent des fonds pour secourir les banques et les Etats africains. Tous en ont urgemment besoin étant donné qu'avec la baisse des exportations, les rentrées en devises sous forme de taxes et de recettes douanières ont commencé à baisser et vont certainement dégringoler au fur et à mesure que le tsunami de la crise aura produit ses ravages sur le continent.



***Avec un salaire de misère
difficile de nourrir une famille***

Pour certains pays, ces ravages ont largement commencé. Au cours des dix derniers mois, le rand sud-africain a subi une dépréciation de 23% par rapport au dollar, sur fond de dégringolade boursière à Johannesburg. Le gouvernement s'attend à une hausse importante du chômage officiellement établi à 23%, mais estimé à 35% de la population active. La République Démocratique du Congo est également en proie à des difficultés : le prix de la tonne de cuivre dont il est le premier producteur mondial, qui avoisinait 8000 dollars avant la crise, n'en vaut plus que 4000 aujourd'hui. Le Nigeria dont une grande partie des ressources provient du pétrole et du gaz, connaît d'énormes difficultés depuis qu'avec la crise les cours mondiaux de ces produits ont chuté. Les rentrées en devises de ce pays ont diminué d'autant ; à cela s'est ajouté la baisse des transferts d'argent des travailleurs migrants. Conséquence : le naira a

chuté de 26% en un an par rapport au dollar.

Les dirigeants africains ont raison lorsqu'ils disent que l'Afrique n'a pas à être la «victime collatérale» d'une crise dont elle n'est nullement responsable. Mais en réalité ces dirigeants sont surtout soucieux de leur sort et de celui de leur régime. Ils savent que l'aggravation de la pauvreté devient synonyme d'émeutes contre leur pouvoir puisque celui-ci est basé sur les injustices que tous ces dirigeants font subir à l'immense majorité de la population. Ils n'hésitent pas à brandir cette menace qui pèse sur eux parce qu'ils savent qu'elle est source d'instabilité et donc préjudiciable à la bonne marche des affaires des trusts capitalistes. Et puis la banqueroute des banques et des Etats africains ne constitue pas une bonne chose pour les carnets de commande des grandes sociétés américaines ou européennes. Ce sont elles qui construisent et entretiennent les ports et les autoroutes ; ce sont elles qui assurent les grands travaux d'infrastructures dans les villes. Si les caisses des Etats se vident, cela ne fait pas non plus les affaires des sociétés qui fabriquent des armes car ce sont les Etats qui constituent l'essentiel de leur clientèle.

Les dirigeants des grandes puissances savent cela parce qu'ils sont sensibles aux intérêts de leurs trusts et des grands capitalistes qui en sont propriétaires. C'est pourquoi à travers le FMI et la Banque Mondiale ils accordent de temps en temps, surtout lors des sommets mondiaux du G8 ou du G20, quelques milliards sous forme d'« aide au développement » des pays pauvres. En réalité ils en font beaucoup moins que ce qu'ils disent lors de ces grandes messes parce qu'au bout du compte on s'aperçoit que le décaissement effectif des sommes annoncées a rarement lieu dans son intégralité. Il est à craindre qu'en cette période de crise, la «générosité» des grandes puissances risque de se réduire comme une peau de chagrin étant donné que les liquidités dont elles disposent vont aller en priorité en direction de leurs capitalistes réciproques.

Alors les instances financières internationales et derrière elles les grandes puissances, vont probablement serrer encore plus la vis, c'est-à-dire imposer des coupes sombres dans les budgets des Etats. Au bout du compte cela se traduira par une aggravation des conditions de soins dans les hôpitaux publics, cela se traduira aussi par le développement de l'analphabétisme et de l'ignorance. Le

développement des maladies, l'impuissance face à la souffrance, l'état de dénuement, l'ignorance, tout cela représente un ensemble de facteurs qui constituent un terrain fertile pour la montée de la sorcellerie et des croyances de toutes sortes. L'ethnisme et le tribalisme, qui font des ravages sur le continent, peuvent en faire encore plus avec le développement de la misère matérielle sur le continent africain car c'est elle qui à son tour engendre la misère morale qui constitue le soubassement de ces fléaux. La période à venir est lourde de ce genre de menace.

Selon certains journaux, les Etats africains vont procéder à une dévaluation de leur monnaie pour essayer de favoriser l'exportation de leurs produits. Les pays de la zone CFA seraient concernés par cette dévaluation. La précédente dévaluation de cette monnaie, effectuée il y a 15 ans, avait eu des conséquences catastrophiques par ce qu'elle s'était traduite par la flambée des prix alors que les salaires et les autres revenus des classes pauvres étaient restés inchangés. La nouvelle dévaluation, si elle a lieu, se traduira par le développement de la famine car actuellement elle sévit déjà dans beaucoup d'endroits.

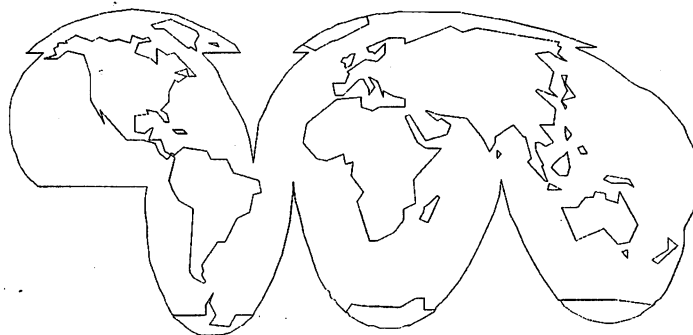
Cependant tous les gens ne sont pas logés à la même enseigne. Depuis près d'un demi siècle que la plupart des pays africains ont accédé à l'indépendance, les dirigeants, leurs proches et les clans qui ont occupé les places importantes, se sont considérablement enrichis en détournant l'argent public. Une partie de leurs richesses se trouve en Afrique, mais ce n'est un secret pour personne qu'une partie non négligeable a été placée en lieu sûr ailleurs dans le monde. Les ministres africains des Finances ont pour la première fois évoqué cette réalité dans un document récemment remis au G20 destiné à attirer l'attention des grands de ce monde. En voici un extrait : «Les milliards de dollars représentant la valeur des richesses volées au continent, y compris les fonds des emprunts détournés et sortis frauduleusement, sont placés en banque dans des institutions financières occidentales et dans les paradis fiscaux». De telles pratiques sont choquantes surtout lorsqu'on sait que ces sommes sont prélevées sur la sueur et le sang de millions de déshérités à travers le continent. Les grands de ce monde n'ignorent pas cet état de chose car ce sont précisément « leurs » capitalistes qui pratiquent la

corruption et versent de pots de vin en échange de la signature des contrats juteux qu'ils décrochent. Avec la crise, la compétition entre les trusts va s'exacerber et ce genre de pratique n'est pas prêt de s'arrêter.

L'Afrique n'est pour rien dans cette crise mais ce continent n'échappe pas à ses conséquences désastreuses car l'économie est planétaire. Partout dans le monde les travailleurs payent les conséquences de cette crise sous forme de chômage, de perte de pouvoir d'achat, sous forme d'aggravation des conditions de travail pour ceux qui en ont, sous forme de dégradation des services publics, de l'accès aux soins et à l'éducation et la liste est longue. Dans les pays industrialisés où la

classe ouvrière représente une force très importante, de nombreux travailleurs sont en lutte pour refuser d'être sacrifiés sur l'autel des profits capitalistes. Les travailleurs des pays d'Afrique ont les mêmes intérêts que ceux de leurs frères des autres pays. C'est pourquoi ils ont tout à gagner à se joindre à leurs combats. Tous ensemble les travailleurs représentent une force bien supérieure à celle de cette minorité de capitalistes qui les exploite aux quatre coins de la planète. C'est tous ensemble que les travailleurs auront la force de balayer ce système malade et en crise pour le remplacer par un autre plus juste, basé sur la satisfaction des besoins de tous.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langues ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.